

Vingt-quatrième Conférence du PROE

17-19 septembre 2013
Apia (Samoa)

POINT 9.3.4 DE L'ORDRE DU JOUR : PACPLAN 2013

Objet

1. Solliciter l'approbation de la version révisée du *Plan régional océanien d'intervention en cas de déversements en mer (PACPLAN 2013)*.

Contexte

2. Le *Plan régional océanien d'intervention en cas de déversements en mer (PACPLAN)* a été approuvé par la Conférence du PROE, réunie à Guam en 2000. Le PACPLAN définit le cadre des interventions concertées en cas d'important déversement en mer dans le Pacifique insulaire, y compris les rôles et responsabilités des organismes concernés ainsi que les mécanismes qui permettent d'obtenir le concours d'instances régionales ou internationales.
3. La révision du PACPLAN est une activité faisant partie intégrante de la *Stratégie et du plan de travail 2010-2014 du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique (PACPOL)*, approuvés par la 20^e Conférence du PROE, tenue à Apia (Samoa) en novembre 2009.
4. La 11^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa, réunie à Nouméa en septembre 2012, a approuvé le processus de révision du PACPLAN proposé par le Secrétariat. Les articles 8 et 9 du Protocole de coopération dans les interventions d'urgence contre les incidents générateurs de pollution (Convention de Nouméa) définissent le cadre juridique régissant la formulation et la révision du PACPLAN. Un financement de l'Organisation maritime internationale (OMI) a permis d'organiser, entre septembre et décembre 2012, quatre consultations et ateliers accueillis par les intervenants (Australie, États-Unis, France et Nouvelle-Zélande) et les bénéficiaires (ÉTIO). Une synthèse des observations formulées lors de chaque consultation a été réalisée et une version définitive du PACPLAN a été diffusée pour examen en janvier 2013.

Teneur du PACPLAN

5. Le PACPLAN définit un cadre de coopération régionale relatif aux interventions en cas de déversements en mer de type 3, c'est-à-dire de déversements dont l'envergure dépasse les capacités d'intervention d'un pays ou est susceptible d'affecter plusieurs pays. Il précise la portée technique et géographique d'une intervention régionale ainsi que les principes directeurs auxquels elle doit se conformer.

6. Le PACPLAN définit le rôle du Secrétariat, des Membres insulaires océaniques, des autres Membres et de l'industrie. Il établit un cadre de notification des déversements en mer et de déclenchement des interventions régionales.

7. Il définit la structure des interventions et contient des directives opérationnelles applicables aux interventions régionales. Le PACPLAN confère des responsabilités primaires et secondaires en matière d'intervention à chaque Membre insulaire océanique. Il identifie les capacités d'intervention disponibles aux niveaux régional et national en Océanie et prévoit la mise en œuvre d'un programme de formation et d'exercices d'intervention. Il identifie les mécanismes financiers susceptibles de financer les interventions régionales. Enfin, le PACPLAN prévoit un mécanisme pour son adoption, son suivi et sa révision.

PACPLAN révisé

8. Le PACPLAN révisé 2013 :

- a. Tient compte des récentes évolutions des conventions internationales et nationales telles que la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures de 1990 (OPRC 90), le Protocole SNPD associé ainsi que la Convention de Nouméa 1986 et les protocoles y relatifs ;
- b. Tient compte de la situation économique et sociale actuelle (par exemple, les liens étroits et durables qui unissent le Samoa et la Nouvelle-Zélande) ;
- c. Prévoit la restructuration et l'inclusion d'une nouvelle section sur *l'information du public*, tenant compte des récents déversements intervenus dans le monde (déversement du MV Pacific Adventurer au Queensland en 2009, explosion du Macondo dans le Golfe du Mexique en avril 2010, et échouage du MV Rena à Tauranga, en Nouvelle-Zélande, en 2011), y compris des orientations sur les relations avec les bénévoles locaux ;
- d. Prévoit l'inclusion de nouvelles annexes telles qu'un *Guide sur les déclarations de sinistres* et une *Liste des stocks de matériel*. Le Guide sur les déclarations de sinistres a pour objet d'aider les victimes en précisant les informations devant figurer dans les déclarations et les pièces justificatives devant être fournies, notamment en cas de dommages environnementaux et matériels et de pertes économiques. La Liste des stocks de matériel répertorie les capacités d'intervention disponibles aux niveaux régional et national ;
- e. Fournit une évaluation des risques de déversements d'hydrocarbures actualisée au niveau régional ;
- f. Fournit des orientations précises concernant les processus d'activation du PACPLAN ; et
- g. Appuie l'élaboration, dans les États et Territoires insulaires océaniques, des activités de gestion essentielles à la bonne exécution du PACPLAN.

Mesures à prendre par les Membres du PROE

9. L'administration et l'efficacité du PACPLAN dépendront en grande partie du renforcement des capacités nationales de lutte contre les déversements. Le PACPOL fournit un modèle de loi sur la prévention de la pollution du milieu marin, qui définit un cadre juridique pour la gestion des interventions nationales en cas de déversements en mer et un mécanisme relatif à la mise en place d'une redevance pour de tels déversements. Le PACPOL fournit également un modèle de plan national d'intervention (NATPLAN) pour lutter contre des déversements de types 1 et 2. Les Membres sont invités à envisager l'adoption de ces deux modèles, qui constituent une solide base opérationnelle pour le PACPLAN.

10. Les fonctions de coordination et de gestion du PACPLAN font partie des fonctions dévolues au Secrétariat du PROE par l'article 21 de la Convention de Nouméa et l'article 9 du Protocole de coopération dans les interventions d'urgence.

Recommandations

11. La Conférence est invitée à :

- **Approuver** le *PACPLAN 2013* en tant que cadre régional d'intervention en cas de déversements en mer d'hydrocarbures et de substances nocives et potentiellement dangereuses.
-